



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Notes sur la Couverture médiatique audiovisuelle 23 au 29 septembre 2015

Ce rapport vise à déterminer dans quelle mesure et comment les médias agissent comme agent de pacification ou plutôt comme amplificateur des tensions, à travers l'identification des propos incendiaires proférés dans les médias. Il sert également à observer les foyers de tension qui se manifestent dans le pays et qui reçoivent une couverture médiatique.

A LA UNE

APPUI FINANCIER DU FOND MONETAIRE INTERNATIONAL

Après quelques jours d'évaluation sur terrain, la mission du FMI à Madagascar touche à sa fin. Le dossier passera devant le Conseil d'administration en novembre de cette année et ce sera uniquement après que le FMI fera savoir sa décision finale. Une aide d'un montant de 47 millions de dollar pour la Facilité de Crédit Rapide est fortement attendue par les dirigeants.

VIVA TV n'a pas caché son scepticisme en déclarant que le régime Rajaonarimampianina se réjouit de peu de chose. La station a même effectué une approche approfondie pour soutenir ses propos. En effet, elle a pris la peine de faire des comparaisons du cas de la Grande Ile avec celui des autres pays comme le Tchad qui a obtenu la même somme pour construire une seule infrastructure routière, les USA ont aussi octroyé le Gaza le même montant pour un seul projet. « Le Chef d'Etat est fier de pouvoir obtenir une telle somme pour financer son programme de développement. » a ironisé le journaliste.

Sans se verser dans les commentaires, MATV et RNM ont juste rapporté que la mission du FMI a été axée sur la concrétisation de l'accord de principe pour la mise en œuvre du financement FCR. La chaîne TV PLUS a également choisi la neutralité en mentionnant qu'en vertu de l'accord passé entre le ministre des Finances et du Budget et de l'émissaire du FMI, les dépenses tirées des finances publiques seront diminuées. Les subventions accordées à la JIRAMA et à la compagnie Air Madagascar en sont les premières concernées. FREE FM a opté pour un angle positif et a affirmé que le séjour de la délégation du FMI a été fructueux, grâce à la signature d'un accord de principe pour l'octroi d'une Facilité de crédit rapide qui couvre la période jusqu'en mars 2016, et d'un Programme de référence qui devrait aboutir à la signature d'une Facilité de crédit élargi.

FIN DE LA GREVE DE LA JIRAMA

Après deux mois de manifestation, les employés grévistes de la JIRAMA reprennent leurs services. En effet, le conseil d'arbitrage a ordonné la fin du conflit entre les employés et la direction générale. Toutefois, le problème reste entier. De plus que le ministre de l'Energie lui-même a avoué que la caisse nationale ne peut pas subventionner indéfiniment les sociétés d'Etat comme la JIRAMA. Les membres de l'intersyndical de l'entreprise quant à eux ont déclaré que l'avenant du contrat Symbion Power sera encore à discuter avec les autorités. Ils estiment que le fond du problème vient du fait que l'Etat ne propose pas des solutions durables.

La RADIO ANTSIVA soutient que cette décision des employés de la JIRAMA consiste à encourager l'Etat à libérer Oliva Andrianalimanana, meneur de grève ayant été accusé de faux et d'usage de faux. Ce fut d'une manière partielle qu'elle a parlé d'intimidations en accusant le ministre de l'Energie de vouloir arrondir les angles par le biais de faux mensonges puisque de toute manière la JIRAMA a été déjà « bradée ». Optant pour le même ton, FREE FM a fait part des propos de la secrétaire générale du FISEMARE, Lalao Rasoamananoro, condamnant l'emprisonnement du leader syndical : « C'est une stratégie des responsables étatiques visant à mettre fin au mouvement des

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



salariés de la JIRAMA ». Interviewée par le journaliste lors du JP de 13h du 22 septembre. L'AFO Syndicale a également dénoncé l'arrestation par le biais d'un communiqué. De l'avis de VIVA TV, les grévistes ont été victimes de menaces et de chantages. Pour sa part, le directeur adjoint de la JIRAMA a déclaré sur TV PLUS que tous les bureaux et agences de la JIRAMA sont déjà ouverts et que les agents commencent à relever les indices des compteurs. A la fois alarmiste et amplificateur, la RADIO PLUS a donné la parole à Gilbert Raharizatovo qui pense que la crise actuelle est une crise due à la pauvreté et que les revendications syndicales illustrent le fait que les gouvernants n'arrivent plus à gérer la situation.

FOYER DE TENSION

INTENSIFICATION DU DELESTAGE : LES USAGERS CRIENT LEUR RAS-LE-BOL

Le problème du délestage qui touche quotidiennement la capitale, et ce depuis quelques mois, suscite le mécontentement des Tananariens. Plusieurs quartiers de la ville sont dans le black-out total durant plusieurs heures par jour. Pour cause, la centrale thermique de Mandrozeza ne parvient pas à subvenir aux besoins en électricité des usagers. En effet, ladite centrale thermique n'arrive à produire que 3 à 4 mégawatts d'électricité, alors que les besoins de la population s'élèvent à 40 mégawatts. De son côté, le ministre de l'Energie se veut rassurant en annonçant que la fin du délestage est prévue vers la moitié du mois d'octobre.

La VIVA TV traite le problème du délestage de manière à alarmer l'opinion, dans la mesure où elle effectue un reportage sur les affres que vit la population à cause du délestage, à travers l'interview d'un mécanicien et d'une commerçante à Ambodinisotry. Les interviewés mettent en avant les pertes générées par la coupure d'électricité quotidienne. Le journaliste de la station profite de l'occasion pour pointer du doigt Hery Rajaonarimampianina sur sa promesse vaine de résoudre le problème en seulement trois mois. FREE FM traite également le problème d'un même ton, en affirmant que le phénomène s'intensifie, parce que certains quartiers de la capitale subissent le délestage durant plus de 8 heures, alors que la résolution de ce problème n'est prévue que dans un mois et demi au plus tôt. Quant à la rédaction de la RADIO ANTSIVA, elle aborde le problème d'une manière impartiale et tendant à apaiser la situation, en choisissant de faire intervenir le ministre de l'Energie, qui annonce que le délestage prendra fin en mi-octobre. Si KOLO TV a interviewé le même ministre, la station avance par ailleurs que le délestage sera réduit à 25% en octobre.

INSECURITE DANS LE SUD : DES CONTRADICTIONS SUR L'EVOLUTION DE LA CONDUITE DE L'OPERATION FAHALEMANA

La poursuite de l'opération « Fahalemana 2015 » suscite de vive polémique que même les médias ne savent plus lesquelles des sources d'informations sont crédibles. Ainsi, les membres des forces de l'ordre présentent les résultats des actions qu'elles ont entreprises à leur manière tandis que les autres protagonistes impliqués dans l'affaire font aussi des campagnes de dénonciation des actes auxquels ils en sont témoins. A titre d'exemple, les interventions du député Mara Niarisy qui laissent supposer que les choses se gâtent. En effet, selon ses dires, il a été victime de menaces et d'intimidations des forces de l'ordre. Pourtant, selon d'autres interventions la campagne de sécurisation est un succès.

Comme à l'accoutumée, sur un ton neutre et rassurant, la RNM a relaté la réussite de l'opération Fahalemana dans la région de Bongolava. Motivées, les forces de l'ordre ont l'intention de s'atteler à l'identification des bandits au col blanc qu'elles poursuivront au même titre que les dahalo dans la brousse. FREE FM a également fait éloge du bon déroulement de l'opération et a opté pour des interventions de témoins oculaires, à savoir Yvonne Ramamiharisoa, journaliste de la Radio Buffet à Sakaraha et Lalao Lydia Marcelia responsable d'une organisation de société civile qui a assisté à une restitution de bovidés récupérés par les militaires. D'après le journaliste, malgré les critiques,

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



l'opération a porté ses fruits dans les districts de Sakaraha et d'Ankazoabo : 70 zébus ont été restitués à leurs propriétaires « dans le calme total et sans violence ».

*En dépit de ces points positifs, la **TVM** a rapporté, dans son programme d'information Ampitapitao An-tsary, un vol de bovidés dans le village de Mangarivotra dans district d'Antsalova dans la nuit du 22 septembre dernier : 18 zébus ont été dérobés et les forces de l'ordre ne sont pas intervenues alors que les habitants du village ont fait appel à eux.*

*De son côté, la Communauté internationale change de ton selon **TV PLUS** et **ANTSIVA**. Une position controversée selon l'analyse de la **RADIO ANTSIVA**. En effet, après avoir condamné les forces de l'ordre de violer les droits humains, « Le Haut-Commissariat des Nations-Unies semble avoir rectifié ses tirs alors qu'il a condamné les exécutions sommaires, il y a quelques jours ». Cette fois-ci, Omar Kalameu recommande une approche globale et non seulement militaire, « Je suis convaincu que le gouvernement s'engage dans la bonne voie » disait-il. **TV PLUS** a choisi de se ranger du côté du secrétaire d'Etat en charge de la Gendarmerie qu'elle juge être un peu déçu du fait que la CI reste de marbre face à la perte de vie du côté des forces de l'ordre alors qu'elle parle de non-respect des droits humains lorsque des éléments des dahalo sont tués. En guise d'illustration de son indignation, la chaîne a rediffusé l'image d'un élément des forces de l'ordre grièvement blessé suite à un accrochage avec les dahalo à Manja au mois de mai.*

PROCESSUS ELECTORAL

PRISES DE FONCTION DES NOUVEAUX MAIRES EN SUSPENS

Une semaine après la proclamation des résultats des communales, les maires sortants et les PDS assurent toujours leurs fonctions pour différentes raisons. Premièrement, il y a des candidats qui ont contesté les résultats officiels et ont l'intention de recourir au Conseil d'Etat. Ensuite, il y a des élections partielles à organiser suite à des annulations de voix et enfin, selon la décision du Ministère de l'Intérieur, les nouveaux maires devront passer par une formation avant de procéder à la passation.

*La tension monte du côté de la Plateforme MAPAR : contestant les résultats proclamés par le Tribunal administratif de Fianarantsoa, les membres de la formation réclament l'annulation des résultats et demandent des élections partielles pour la Commune urbaine de Fianarantsoa. Sans ajouter des commentaires, la **RADIO ANTSIVA** a ajouté qu'elle va saisir le Conseil d'Etat. « Le texte stipule que si les résultats enregistrés par les candidats ne sont pas les mêmes, il faut refaire les élections. Le HVM a obtenu 36,32% des voix tandis que le MAPAR en a eu 36,03%, avec 78 voix d'écart selon les résultats officiels. Il faut refaire les élections, c'est la meilleure solution » a tonné Christine Razanamahasoa sur la **VIVA TV**.*

*La visite imprévue de Lalao Ravalomanana à l'Hôtel de ville d'Antananarivo a fait l'objet d'un débat. Voulant rester neutre, la **RADIO PLUS** ne s'est pas attardé sur le sujet mais a juste rapporté les faits. En effet, la nouvelle maire de la Ville des Milles a saisi cette opportunité pour tenir une tête à tête avec son prédécesseur. Les auditeurs de l'émission interactive « Demokrasia mivantana » de la même station ont par ailleurs critiqué la formation dispensée aux nouveaux maires avant leur prise de fonction. Pour eux, ces nouveaux maires connaissent leurs attributions dès le dépôt de candidature. La **VIVA TV** n'a pas hésité à critiquer farouchement « l'impatience » de l'ex-Première dame de prendre les rênes de la capitale. La chaîne a effectué deux séquences pour traiter cette information de manière approfondie mais en adoptant un angle négatif : « On dirait qu'elle a fait passer un examen à l'actuel PDS. Elle a tout critiqué, elle lui a donné des leçons. » Questionné par les journalistes sur les raisons de cette visite, Lalao Ravalomanana a refusé de faire une déclaration précisant qu'elle n'a rien à dire. Une attitude jugée hautaine par **VIVA TV**. Pour **MATV**, cette descente a pour but de*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



faire la passation. Sur un ton neutre, elle a continué que cela n'a pas pu avoir lieu puisque l'actuel PDS n'est pas encore prêt.

Souhaitant démontrer le coup bas du parti au pouvoir, le journaliste de **VIVA TV** a déclaré qu'Antsohihy a été le terrain de jeu du HVM durant les communales. Lorsque le HVM a convoqué des électeurs ce n'était pas pour entendre des programmes de développement mais pour recevoir des menaces. Une allégation justifiée par un témoignage du député Jao Jean : « le ministre de l'Intérieur a fait la propagande pour le candidat du HVM à Antsohihy, il a contraint les chefs fokontany à faire en sorte que le HVM remporte les élections sous peine de destitution. », le député demande l'annulation des voix et la tenue d'une autre élection pour ce district.

POLITIQUE INTERNE

LA SESSION EXTRAORDINAIRE EXAMINERA LE PROJET DE LOI SUR LA CENI

Le Conseil des ministres qui s'est tenu au palais d'Etat d'Iavoloha le 23 septembre a convoqué une session extraordinaire au niveau de l'Assemblée nationale à partir du 29 septembre prochain. Cette session, dont la durée ne dépassera pas 12 jours, intervient à quelques semaines de la session ordinaire. Elle aura entre autres pour but d'adopter le projet de loi sur la CENI. A ce sujet, le Premier ministre affirme que la mise en place de la CENI est une priorité, afin de mettre en place les institutions de la République, à savoir le Sénat.

Si les chaînes nationales **TVM** et **RNM** ont rapporté la tenue de la session extraordinaire d'une manière factuelle, ce n'est pas le cas des stations privées. C'est d'un ton pessimiste que **VIVA TV** annonce l'information. Interviewé par la station, le député du **MAPAR** Naivo Raholdina affirme qu'une dizaine de jours ne suffisent pas pour adopter deux projets de loi, à savoir le code de la communication et le projet de loi sur la CENI. Le journaliste a par la suite fortement critiqué cette décision du Conseil des ministres en déclarant que l'organisation d'une telle session est du gaspillage, dans la mesure où la session ordinaire interviendra dans une dizaine de jours. C'est sur ce même ton que le député élu d'Antsohihy, Jao Jean, intervient au micro de la **KOLO TV**. D'après ce dernier, convoquer les députés à une session extraordinaire pour discuter de la CENI est une humiliation. Quant à la **TV PLUS** et la **MATV**, elles abordent l'information d'une manière neutre et factuelle, sans se verser dans les commentaires. Cette dernière station va jusqu'à approfondir le sujet en interviewant le Premier ministre Jean Ravelonarivo, Olivier Rakotovazaha, secrétaire général du parti **MFM** et enfin le secrétaire général de l'Assemblée nationale William Befourouack. Si le SG de la Chambre basse annonce que tout est fin prêt pour la session extraordinaire, le locataire de Mahazoarivo, pour sa part, déclare que le projet de loi sur la LFR 2015 ne sera pas abordé durant cette session, du fait que la mise en place de la CENI est une priorité. Ce nouvel organe électoral sera en charge d'organiser les sénatoriales pour cette année, c'est-à-dire au plus tard en mois de décembre 2015. Ce souci d'approfondissement a également été observé pour la **FREE FM**, bien que ladite station soit très critique par rapport à l'organisation de cette session parlementaire extraordinaire. Pour **FREE FM**, cela est une dépense superflue, vu que la session ordinaire interviendra dans quelques semaines.

PROPOS ILLEGITIMES

LE COUPLE RAVALOMANANA AU CŒUR DES CRITIQUES

« Sans moi, elle n'aurait pas été élue maire », cette déclaration de Marc Ravalomanana vis-à-vis de la victoire de sa femme a créé la polémique. En effet, l'ancien chef d'Etat a toujours été accusé par l'opinion de traiter sa femme comme une marionnette et qu'en réalité c'est lui qui va diriger la capitale. La **RADIO ANTSIVA** a commenté que la concrétisation d'un tel dessein ne contribuera qu'à

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



causer des perturbations au sein de la commune et par la même occasion, la journaliste Annick Raherimanana l'a accusé de brader le pays en contractant des fonds internationaux. La **VIVA TV** a mis l'accent sur cette sorte de « *soumission* » de l'ex-Première dame lors de la conférence de presse organisée par le parti TIM à Faravohitra : « *C'est une Lalao Ravalomanana bien docile qui se tient à carreaux, en second plan derrière son époux* ». Mais lorsque la nouvelle maire de la capitale a effectué une descente dans les locaux de l'Hôtel de ville vers la fin de la semaine dernière, la station a tout suite mis de côté son premier jugement en décrivant une « *Lalao Ravalomanana qui a intimidé l'actuel PDS d'Antananarivo* ». Le ton qu'elle a utilisé pour répondre aux questions des journalistes laisse supposer le retour de la dictature, martèle la station. La **RADIO ANTSIVA** n'a pas non plus raté cette occasion pour pointer du doigt Madame Ravalomanana, la station a même dépêché une correspondante pour faire état de l'ambiance : « *Lalao Ravalomanana n'est même pas à la tête de la commune que les conflits apparaissent déjà* » a évalué le correspondant.

LE POUVOIR EXECUTIF CIBLE DES CRITIQUES

Dans son émission « Anao ny Fitenenana » du 22 septembre, le chroniqueur de la **FREE FM** n'a pas mâché pas ses mots en critiquant les ministres du gouvernement Ravelonarivo : « *Des ministres incompetents, corrompus, sans scrupules* ». D'après le chroniqueur, l'incompétence du gouvernement constitue un frein à l'octroi des financements extérieurs. Dans le cadre de la session extraordinaire du 29 septembre, le député Jao Jean formule des propos belliqueux à l'encontre du ministre de l'Intérieur, dans le JT de **KOLO TV** : « *J'appelle le gouvernement à limoger le ministre de l'intérieur de son poste car il détruit ce pays et il attise les conflits entre Malgaches.* » Face à ses propos, le journaliste est resté simple spectateur. Un auditeur de l'émission interactive « Demokrasia mivantana » de la **RADIO PLUS** a également formulé des critiques négatives à l'encontre du ministre de l'intérieur et les candidats du parti HVM, concernant la formation octroyée aux nouveaux maires avant la passation de service : « *Mais où veut-il en venir (ministre de l'intérieur) en voulant former les nouveaux maires ? Ne serait-ce pas une stratégie politique douteuse du régime ? Formez vos candidats du HVM, qui sont incapables, et laissez les candidats des autres partis politiques tranquilles* ». Propos qui n'a suscité aucune réaction de la part du journaliste.

FORMAT DE COUVERTURE

L'Emission « Akon'i Mahazoarivo » de la **TVM** du 22 septembre a été focalisée sur l'intervention du Chef du gouvernement sur la Radio France Internationale lors de son séjour sur la terre française. En effet, un extrait de l'interview a été diffusé sans aucun commentaire de la part d'un journaliste malagasy. Questionné sur les affaires courantes du pays, notamment la signature du pacte de responsabilité ou pacte de non-agression comme la journaliste l'a indiqué, le remaniement, les manifestations et les revendications syndicales, le Premier ministre a pratiquement rejeté les responsabilités sur d'autres institutions. Pour le remaniement, il a dit que ce n'est pas l'affaire du Premier ministre, selon la constitution. L'on a constaté ici que le média public donne toujours de l'importance aux informations institutionnelles.

Après la **TVM**, c'est au tour de la station **MATV** de consacrer son émission RESABE à la résolution prochaine du problème de délestage grâce à l'entrée en fonction de la société américaine Symbion Power. La station a effectué une interview d'un responsable de la Symbion Power, société en charge de la gestion et de l'aménagement de la centrale thermique de Mandroseza. D'après ce responsable, ladite centrale thermique pourra produire les 40 mégawatts d'électricité indispensables pour les Tananariviens dans 7 mois, ce qui mettra fin au délestage dans la capitale et ses périphéries. Cette société américaine qui a été implantée en Afrique depuis 2005, a acquis beaucoup d'expériences dans le domaine de l'énergie et affirme vouloir aider la JIRAMA dans la gestion de la centrale de Mandroseza. Le responsable de la Symbion Power a également affirmé que ladite société ne compte

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



pas acheter et privatiser la JIRAMA, elle restera donc une compagnie étatique. Elle ne compte licencier aucun salarié de la JIRAMA, au contraire, la Symbion Power envisage d'améliorer le statut et les conditions de ces derniers, conclut le responsable de la Symbion Power.

STYLE ET DEONTOLOGIE

REMANIEMENT GOUVERNEMENTAL : LE CHRONIQUEUR DE FREE FM REMET EN CAUSE LES COMPETENCES DES MINISTRES ACTUELS

FREE FM, dont la ligne éditoriale se veut contre le pouvoir, se montre très critique vis-à-vis des membres du gouvernement Ravelonarivo, et interprète l'éventuel remaniement comme un clin d'œil adressé aux bailleurs de fond et aux investisseurs pour débloquer le financement octroyé à Madagascar et pour baisser la tension qui règne actuellement entre le pouvoir Exécutif et Législatif. En effet, le chroniqueur de l'émission Anao ny Fitenenana du 22 septembre aborde la question du remaniement gouvernemental en mettant en avant l'incapacité des ministres actuels, et se demande si le pouvoir fera la même erreur que le gouvernement Kolo Roger en réintégrant des ministres jugés incompétents dans le nouveau gouvernement. D'après le chroniqueur, la première erreur de Hery Rajaonarimampianina a été de ne pas avoir respecté l'article 54 de la Constitution dans le choix du Premier Ministre, puisque ni Kolo Roger, ni Jean Ravelonarivo n'ont obtenu le consentement de la Chambre Basse. Une certaine prise de position est constatée dans l'analyse du chroniqueur, dans la mesure où ce dernier adopte une attitude pessimiste en ne mettant l'accent que sur l'incapacité des ministres. Qui plus est, la station véhicule les thèses soutenues par un parti politique bien en vue. A cet effet, le journaliste n'hésite pas à entacher les réputations de certains ministre en les qualifiant de corrompus.

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Honorine RAMISARIVelo: misa.ramisarivelo@eces.eu

Site web : www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

